
Estonie : passe d'armes entre la Présidente K. Kaljulaid et les leaders du parti d'extrême droite EKRE

Description

Dans une interview accordée en mai 2019 au journal américain *Foreign Policy* et publiée le 18 juillet, la Présidente estonienne Kersti Kaljulaid fait le point sur son rapport au parti d'extrême-droite EKRE, membre de la coalition gouvernementale au pouvoir depuis avril : elle y explique sa haine de ce parti et de son comportement à la fois raciste, antisémite, misogyne et homophobe et s'excuse pour l'image de l'Estonie que ce parti contribue à véhiculer. La chef de l'État tente de distancer son pays des signaux adressés par EKRE, visiblement bien consciente que la tâche est ardue. K. Kaljulaid exprime ses doutes quant à la sincérité des officiels du parti, dont cinq représentant sont désormais ministres. Pour elle, en tant que novices à ce niveau de responsabilités, ils ne réalisent pas vraiment les conséquences de leur comportement : « *J'espère qu'ils vont arrêter bientôt ; s'ils ne le font pas, je vais devoir m'excuser pour eux. J'espère sincèrement qu'ils n'auront pas d'effet sur notre développement économique et politique.* » Et de rappeler que ces ministres ne représentent qu'un tiers du gouvernement de coalition. Quant au Parlement, sur les 101 députés, 68 sièges sont occupés par des libéraux.

Le chef de file d'EKRE, le ministre de l'Intérieur Mart Helme, n'a pas tardé à répondre à la Présidente : « *Si elle [K. Kaljulaid] déclare au monde qu'elle déteste un parti qui a reçu un mandat fort de ses électeurs, c'est probablement parce qu'elle a un problème nerveux. En politique, on peut avoir des visions différentes du monde, mais rien ne doit se faire avec une haine aveugle. Kersti Kaljulaid devrait démissionner.* » Pour M. Helme, c'est la chef de l'État qui, en oubliant quelles sont ses responsabilités, répand la haine et nuit à l'image de l'Estonie. Il estime qu'en se livrant à de telles déclarations dans la presse internationale, elle tente de faire pression sur le Premier ministre (Parti du centre) et de faire éclater la coalition, composée à parité du Parti du centre (centre gauche), d'Isamaa (nationalistes) et d'EKRE : « *C'est son objectif* », estime le leader d'EKRE, « *mais elle n'a pas le droit constitutionnel de le faire.* »

Sur les réseaux sociaux, le chef de file adjoint d'EKRE Jaak Madison a également appelé à la démission de la Présidente.

Sources : *Foreign Policy*, *Postimees*, *ERR.ee*.

date créée

21/07/2019

Champs de Méta

Auteur-article : Alice Waits